

<p><b>ECONOMIE GENERALE : LES GRANDS AGREGATS ECONOMIQUES</b></p>
---

**CHAPITRE 4 : « CONSOMMATION ET REVENU »**

*Introduction*

**I- La consommation : définitions et place dans le circuit économique**

*1- Définitions*

*2- Différents types de consommation*

*3- Le consommateur dans le circuit économique*

**II- Les déterminants de la consommation**

*1- Vision micro-économique*

*2- Vision macro-économique*

*3- Les nouvelles approches*

*4- Vision méso-économique*

**III- Le revenu : formation et redistribution**

*1- Définition*

*2- Revenu primaire, de transfert, disponible*

*3- La redistribution du revenu national*

## **IV- La formation des revenus dans l'analyse économique**

*1- L'analyse néoclassique*

*2- L'analyse marxiste*

*3- L'analyse keynésienne*

## **V- Les inégalités**

*1- Les inégalités de revenu*

*2- Les inégalités de patrimoine*

*3- Les inégalités de niveau de vie*

*4- Les inégalités travail qualifié/non-qualifié (H/L)*

*5- Les politiques de redistribution*

*6- De l'égalité à l'équité*

*Conclusion*

## ECONOMIE GENERALE : LES GRANDS AGREGATS ECONOMIQUES

### CHAPITRE 4 : « CONSOMMATION ET REVENU »

#### *Introduction*

D'un point de vue étymologique, consommation signifie « destruction », de biens ou de services.

L'objectif de l'activité économique est de satisfaire au mieux les besoins humains, illimités, alors que les biens sont limités (problème économique de rareté des ressources).

On distingue les biens selon différents critères comme la durabilité, la finalité, la tangibilité...

Dans la consommation finale des ménages, on distingue la **consommation marchande** (qui s'adresse à une demande solvable) de la **consommation non marchande** (prise en charge par la collectivité publique ou par les administrations privées sans but lucratif).

Mais pour consommer, il faut disposer d'un revenu ou d'un patrimoine.

#### **I- La consommation : définitions et place dans le circuit économique**

##### *1- Définitions*

C'est l'utilisation de biens ou de services dans un but de satisfaire des besoins.

Pour A. SMITH, c'est *l'unique but de la production*, un agrégat essentiel.

Tous les actes de consommation sont réalisés par les ménages, consommation finale de biens de consommation.

REMARQUE : on parle d'investissement lorsque les ménages acquièrent un logement ou réalisent de lourds travaux dans leur logement.

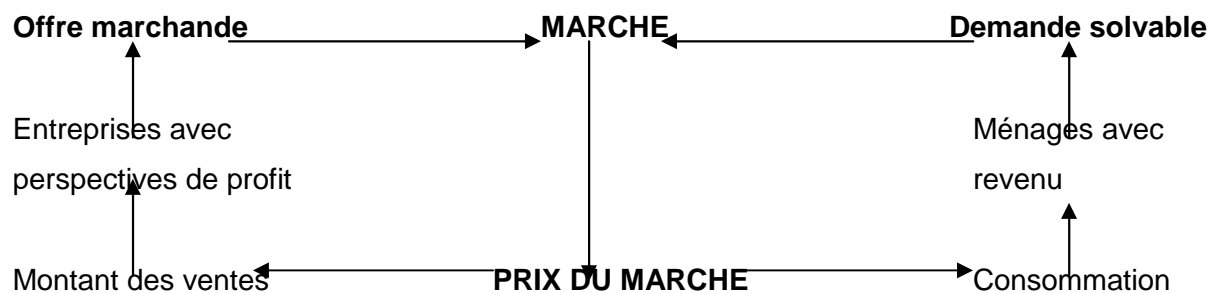
D'un point de vue général, on distingue la **consommation finale**, la **consommation intermédiaire** (biens intermédiaires de production), la **consommation de capital fixe** (amortissement du capital).

## 2- Différents types de consommation

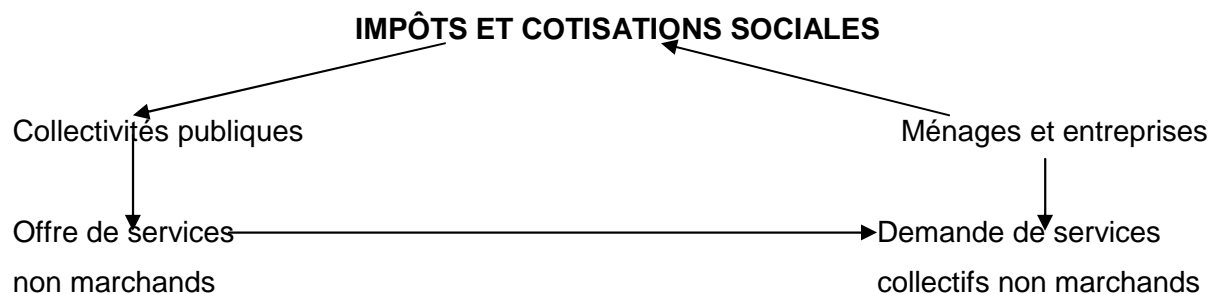
### **Consommation marchande/non marchande :**

✓ La *consommation marchande* représente l'ensemble des biens et services offerts par les entreprises sur un marché moyennant un prix.

L'offre des entreprises dépend des perspectives de profit et la consommation est fonction des besoins et des revenus de la demande. Le marché produit alors des inégalités.



✓ La *consommation non marchande* regroupe l'ensemble des services fournis en dehors du marché, avec un principe d'égalité.



### **Consommation individuelle et collective**

✓ La *consommation individuelle* est l'ensemble des biens ou services consommés uniquement par une seule personne ou un seul groupe de personnes à la fois.

✓ La *consommation collective* est l'ensemble des biens ou services consommés simultanément par un grand nombre de personnes sans que la consommation de l'une des personnes diminue celle d'une autre (cours magistral, programme télévisé...).

### 3- La consommation dans le circuit économique

La consommation influence la production : si la production augmente, alors le revenu réel s'élève, ce qui permet d'augmenter la consommation, donc la production... un cercle vertueux.

Logique keynésienne : importance de la demande effective (demande anticipée) qui détermine le niveau de production, donc la croissance et l'emploi !

De plus, l'augmentation de la production permet de réaliser des économies d'échelle et ainsi d'améliorer la compétitivité.

L'Etat doit intervenir pour réguler la consommation et l'activité économique.

E. ENGEL (XIX<sup>ème</sup> siècle) a mis en relation les effets de l'augmentation des revenus sur la structure de la consommation. Il raisonne en termes de dépenses relatives (part de la dépense, appelée *poste de consommation*, dans le budget total ; il calcule ainsi des *coefficients budgétaires*) :

Le poste alimentaire diminue (**biens inférieurs**), les postes immobilier et biens manufacturés stagnent (**biens neutres**) et la part des services augmente (**biens supérieurs**).

Ces évolutions entraînent alors des changements dans les structures productives des pays et donc des mutations professionnelles dans la population active (baisse du nombre d'agriculteurs, explosion des emplois de service et de commerce...)

## II- Les déterminants de la consommation

### 1- Vision micro-économique

#### - **Hypothèse : le consommateur cherche à maximiser son utilité :**

A cause de la rareté des ressources, le consommateur doit faire des choix. Comment ? Le consommateur compare les *utilités marginales* des biens rapportés à leur prix et procèdent à des échanges. Il atteint la situation optimale lorsque :

**$U_{mA}/P_A = U_{mB}/P_B = \dots = U_{mN}/P_N$  (loi d'égalisation des utilités marginales au prix).**

NB : c'est l'*utilité marginale*, c'est à dire la préférence pour tel ou tel bien.

L. WALRAS, S. JEVONS et C. MENGER ont développé la notion d'utilité cardinale, sous hypothèses fortes :

- L'utilité d'un bien est mesurable ;
- L'utilité marginale décroît au fur et à mesure que la quantité consommée augmente (loi de décroissance marginale, pivot de toute réflexion néoclassique) ;

- Le consommateur répartit ses ressources de façon rationnelle (optimiser les différents coefficients budgétaires).

Donc : si  $U_{mA}/P_A > U_{mB}/P_B$ , alors le consommateur va acquérir des unités supplémentaires du produit A plutôt que du produit B jusqu'à retrouver l'égalité (situation optimale), ce qui provoque l'équilibre sur le marché par les variations de prix (hausse du prix du produit A et baisse du prix du produit B). La modification des prix sur les marchés entraîne des modifications dans la structure de la consommation.

#### - V. PARRETO et l'utilité ordinale des biens :

Le consommateur classe les biens par ordre décroissant d'utilités, ce qui permet différentes combinaisons de consommation.

C'est une approche en termes d'indifférence ou d'*utilité ordinale*.

Hypothèses du modèle :

- L'utilité de deux paniers de biens identiques de quantité différente est directement comparable ;
- Deux paniers de biens distincts par des combinaisons de quantités sont considérés comme indifférents du point de vue de l'utilité ;
- Une courbe d'indifférence représente l'ensemble des combinaisons possibles des quantités de deux biens procurant la même utilité sous la contrainte du budget (droite du budget).

La combinaison optimale correspond au point de tangence entre la droite du budget et la courbe d'indifférence la plus haute possible.

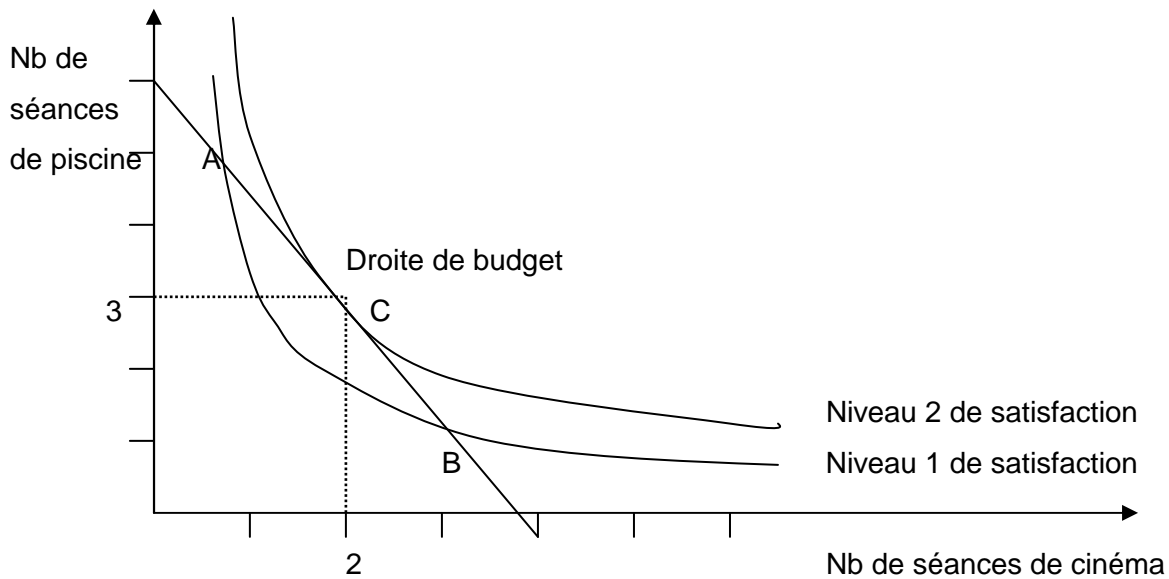
EXEMPLE :

Considérons un étudiant rationnel qui veut répartir son temps de loisirs entre cinéma et piscine. Il va établir diverses combinaisons indifférentes pour deux niveaux de satisfaction (utilité) :

COMBINAISONS PROCURANT UNE MÊME SATISFACTION (de niveau 1 peu élevée)	
Séances de piscine	Séances de cinéma
1	4
2	2
4	1

COMBINAISONS PROCURANT UNE MÊME SATISFACTION (de niveau 2 plus élevée)	
Séances de piscine	Séances de cinéma
1	6
2	3
3	2
6	1

On peut représenter les combinaisons indifférentes par des courbes d'indifférence en reliant les points représentatifs :



Compte tenu d'un budget de 12€, du prix de l'entrée à la piscine de 2€ et au cinéma de 3€, la combinaison optimale est de 3 séances de piscines et de 2 séances de cinéma. De façon arithmétique :

$12 = 3X + 2Y$  (droite du budget : elle exprime la contrainte du consommateur).

Toute combinaison (X;Y) doit appartenir à cette droite.

On s'aperçoit que la droite du budget coupe la première courbe d'indifférence en A et en B. On serait tenté de choisir entre A ou B, mais pour le même budget, la combinaison C appartenant à la courbe d'indifférence la plus haute procurera une satisfaction plus grande. L'étudiant rationnel choisira donc d'aller deux fois au cinéma et trois fois à la piscine pour maximiser sa satisfaction sous la contrainte du budget et étant donnés les prix de ces deux consommations.

### - Les élasticités-prix des différents biens :

Pour chaque consommateur, les variations de prix ou de revenu entraînent des variations de quantités consommées par déplacement de la droite du budget. L'extrapolation au niveau collectif se fait par des calculs d'élasticités-prix ou revenus.

Cela permet de construire graphiquement la courbe de la demande.

$$\text{Elasticité-prix} = (\Delta Q/Q)/(\Delta P/P).$$

$$\text{Elasticité-revenu} = (\Delta Q/Q)/(\Delta R/R).$$

Si :  $|e| = 1$ , alors c'est une élasticité unitaire (donc  $e = 1$  ou  $e = -1$ ) ;

$|e| > 1$ , une forte élasticité (donc  $e < -1$  ou  $e > 1$ ) ;

$0 < |e| < 1$ , une faible élasticité (donc  $-1 < e < 0$  ou  $0 < e < 1$ ) ;

$e = 0$ , une demande inélastique.

**- La consommation dépend du niveau des prix :**

La variation des prix influence le niveau de la consommation car elle modifie le revenu réel.

Mais les effets de l'inflation sont contradictoires :

- *L'effet est négatif* si le revenu nominal est constant car elle diminue le pouvoir d'achat en abaissant la valeur réelle des encaisses, ce qui oblige à augmenter l'épargne pour maintenir la valeur du patrimoine (A. C. PIGOU) ;
- *L'effet est positif* s'il existe un phénomène de fuite devant la monnaie qui pousse ainsi à consommer dans l'instant car les agents anticipent la baisse de leur revenu.

**- Prix relatifs et consommation :**

Les variations de prix déplacent la demande sur des biens où les prix relatifs diminuent.

Mais, l'environnement social peut aussi déterminer des comportements d'imitation ou de démonstration pour afficher un statut social, une *consommation ostentatoire* (T. VEBLEN) non prise en compte dans le modèle néoclassique.

**2- Vision macro-économique**

**- L'approche keynésienne : Deux hypothèses de base :**

La consommation dépend du revenu, c'est la ***loi psychologique fondamentale*** : *En moyenne et la plupart du temps, les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu.*

- ➔ La consommation est principalement *fonction du revenu réel beaucoup plus que du revenu nominal.*
- ➔ La consommation est ainsi une fonction croissante à taux décroissant du revenu courant (PMC décroissante).

$$\Delta C/C < \Delta R/R, \text{ donc } \Delta C/\Delta R < C/R, \text{ soit :}$$

$$\mathbf{PmC < PMC.}$$

Avec : PmC : *Propension marginale à Consommer* ( $\Delta C/\Delta R$ ).

PMC : *Propension Moyenne à Consommer* ( $C/R$ ).

Approche différente de celle des Néoclassiques pour lesquels, à court terme, la consommation et l'épargne sont influencées par les prix.

Ainsi, la fonction de consommation keynésienne peut s'écrire :



$$C = C(Y) \text{ ou } C = C_0 + cY$$

Avec  $c$ , la  $PmC$  et  $C_0$  la consommation incompressible.

La consommation incompressible existe même avec un revenu nul, c'est le minimum vital lié à la survie.

Pour J. M. KEYNES, la  $PMc$  des plus faibles est supérieure à celle des plus riches, d'où l'importance de la redistribution qui permet d'augmenter la demande globale et ainsi la consommation, donc la production et l'emploi...

#### - Etude des élasticités :

✓ *Elasticités transversales* : quels sont les différents niveaux de vie selon les différents niveaux de revenu ?

Réponse : loi psychologique fondamentale : plus le revenu est faible, plus la  $PMc$  est forte ! L'élasticité revenu aux biens entraîne des réallocations sectorielles (Cf. lois d'E. ENGEL, supra).

✓ *Elasticités longitudinales* : quand le revenu augmente, compte tenu de la loi psychologique, risque à terme d'avoir un problème de demande effective, une offre supérieure à la demande, d'où une crise !

Dans ce cas, l'Etat doit intervenir pour relancer la demande.

### 3- Les nouvelles approches

Deux questions :

- Quelles relations entre le niveau de la consommation et les autres variables ?
- Quelle continuité dans l'évolution de la structure de la consommation ?  
Peut-on en déduire des lois ?

📖 S. KUZNETS : il a étudié la consommation aux Etats-Unis et a démontré que la  $PMc$  est constante.

📖 J. DUSENBERRY (1949) : la consommation dépend du revenu courant mais aussi de la consommation passée :

$$C_t = f(R_t, C_{t-1}).$$

$$C_{t-1} = f(R_{t-1}, C_{t-2})...$$

La consommation dépend des revenus antérieurs et des consommations antérieures, il y a une inertie des comportements. Même si le revenu vient à baisser, le consommateur puise dans son épargne ou s'endette pour conserver son niveau de vie : une sorte de lissage de la consommation au long de la vie. Au niveau transversal, la  $PMc$  est donc stable contrairement à la thèse keynésienne.

📖 M. FRIEDMAN (1957) : *Théorie des revenus permanents* :

Pour M. FRIEDMAN, la consommation dépend non pas du revenu courant (*transitoire*) mais du revenu *permanent*, composé par l'ensemble des revenus actuels et futurs tels qu'ils sont anticipés individuellement par chaque agent économique selon son *patrimoine humain* (profession, aptitudes, formation...) et son *patrimoine matériel* (actifs immobiliers, financiers ou monétaires), ce qui permet de stabiliser l'économie. Il décompose le revenu :

$$R = R_p + R_t.$$

Avec :  $R_p$  : Revenu permanent.

$R_t$  : Revenu transitoire (courant).

Une variation de revenu n'influence pas la consommation si elle n'affecte que le revenu transitoire car la consommation se base sur le revenu permanent. L'intervention de l'Etat pour relancer la consommation est inefficace car  $PMC = C/R_p$ .

📖 F. MODIGLIANI (1964) : *Théorie du cycle de vie*.

Pour F. MODIGLIANI, il y a trois étapes du cycle de vie :

- ✓ *Jeune adulte* : les besoins sont élevés et les revenus faibles, d'où une épargne négative.
- ✓ *Adulte mûr* : constitution d'une épargne tout en conservant un certain niveau de consommation.
- ✓ *Retraités* : puise dans le patrimoine, désépargne.

Les dépenses sont ainsi étalées dans le temps, la consommation est stable, elle résulte de ressources moyennes calculées sur la vie. La consommation dépend donc du revenu et du patrimoine.

A court terme, le patrimoine varie peu : la consommation dépend du revenu (Cf. J. M. KEYNES).

A long terme : la consommation dépend des variations de revenu et de patrimoine.

La démographie, mais aussi les évolutions sociales influencent le volume et la structure de la consommation.

## SYNTHESE

	<b>PmC</b>	<b>Explication</b>	<b>Implication</b>	<b>Solution</b>
<b>J. M. KEYNES</b>	<i>Décroissante</i>	<i>Loi psychologique fondamentale</i>	<i>Crise par baisse de la demande effective</i>	<i>Relancer la consommation</i>
<b>J. DUSENBERRY</b>	<i>Stable</i>	<i>Inertie comportementale (effet cliquet)</i>	X	X
<b>M. FRIEDMAN</b>	<i>Stable</i>	<i>La consommation dépend du revenu permanent</i>	X	X
<b>F. MODIGLIANI</b>	<i>Stable</i>	<i>Le cycle de vie</i>	X	X

**4- Vision méso-économique**

Depuis les années 1950, la consommation a plus que quintuplé et la consommation par habitant quadruplée grâce à nos économies en croissance, ce qui a permis d'augmenter la richesse produite et donc le revenu puis la consommation.

La période des *Trente Glorieuses* (J. FOURASTIE), où le cercle vertueux de la croissance Fordiste régulée par l'Etat et les syndicats : la production de masse permettait d'augmenter la productivité, donc les richesses et ainsi la demande et la consommation de masse (contexte de reconstruction d'après-guerre) qui alimentait la production de masse !

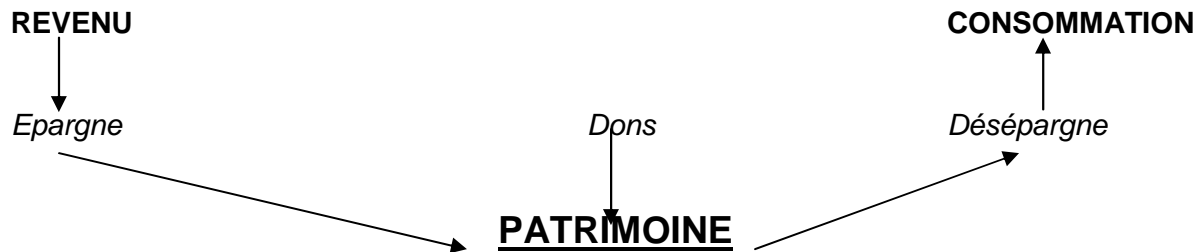
Nous sommes passés ensuite sur un cercle vicieux à cause de l'intensification de la concurrence, de l'avancée du progrès technique (destruction d'emplois), de la saturation du secteur tertiaire (incapacité à absorber toute la main-d'œuvre libérée dans les secteurs primaire et secondaire, cf. A. SAUVY : *Théorie du déversement*) et une modification du comportement du consommateur, plus versatile et donc moins prévisible !

Aujourd'hui, le consommateur souhaite se différencier (fin de la production de masse standard), les ménages sont saturés en biens d'équipement au sens large, les comportements changent (consommation de signes), l'économie se tertiarise et les gains de productivité dans les services sont moins importants et plus lents que dans le secteur industriel, d'où un ralentissement économique.

### III- Le revenu : formation et redistribution

#### 1- Définition

Le revenu est un droit sur la production, élément essentiel du niveau de vie. D'autres éléments assurent le niveau de vie comme le patrimoine ou les biens et services fournis gratuitement.



Achats/ventes qui modifient la composition du patrimoine

Le mode de vie est influencé par le revenu en possession lié au niveau de niveau de vie et aux conditions de travail. Nécessaire pour obtenir des biens et services, le revenu est aussi un élément du niveau de vie.

D'autres éléments agissent sur le niveau de vie : la structure familiale, l'environnement social, la culture individuelle...

#### 2- Revenu primaire, de transfert, disponible

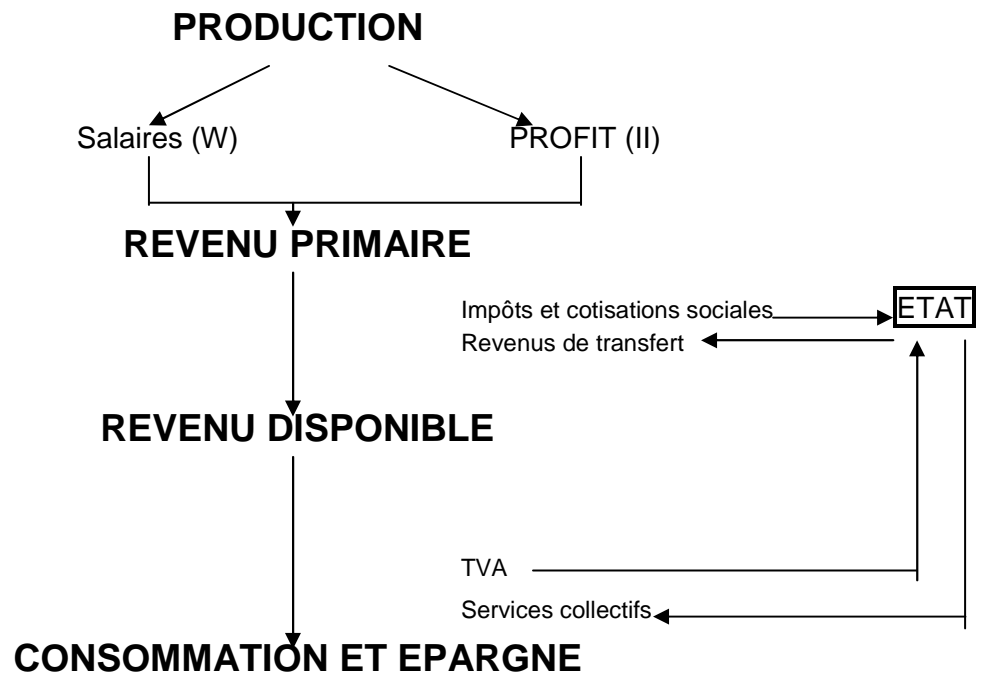
En termes de niveau de vie, le temps de loisir est différent selon que le revenu provient du travail ou du patrimoine.

✧ *Revenu primaire* : c'est la contrepartie de la participation à l'activité de production : droit sur la richesse créée ;

✧ *Revenu de transfert* : revenu obtenu sans contrepartie, sur des critères sociaux (chômage, allocations logement...) ;

Ils sont financés par les impôts et cotisations sociales.

✧ *Revenu disponible* : c'est le revenu après paiement des prélèvements obligatoires et encaissement des revenus sociaux. Il sert à la consommation ou à l'épargne.



### 3-La redistribution du revenu national

**Objectifs** : protéger l'individu contre les risques de la vie (maladie, vieillesse, chômage...) et corriger les inégalités engendrées par le marché (selon le revenu, la taille des familles...). Un principe d'égalité et de solidarité.

**Fondements** : la grande crise de 1929 où coexistaient surproduction et sous-consommation à cause d'une trop grande flexibilité du marché du travail et aucun mécanisme de redistribution, d'où la crise (cf. K. MARX).

En 1942, Lord W. H. BEVERIDGE, dans un rapport, pose les principes de l'Etat-providence, avec l'idée de redistribuer pour éviter les crises et le chômage (idées keynésiennes).

Mais certaines inégalités sont liées à des écarts de productivité ou aux qualifications, d'où un risque de désincitation des salariés à forte productivité et une fuite des « cerveaux » devant l'ampleur des prélèvements obligatoires (impôt sur le revenu progressif !)

L'Etat a un rôle essentiel dans la formation des revenus : il légifère sur les revenus primaires, il prélève sur ces revenus, il distribue des revenus sociaux dans un objectif de justice sociale et il doit mettre en œuvre une politique salariale en cohérence avec la situation économique et sociale ainsi que la politique économique du pays.

REMARQUE : Il existe deux grands types de redistribution :

➤ *La redistribution pure* : laisser jouer les mécanismes de marché pour ce qui est de la distribution des revenus primaires puis ensuite redistribuer une partie du revenu national par l'intermédiaire des impôts et des transferts ;

➤ *La redistribution efficace* : modifier les règles du jeu du marché car il n'est pas un mécanisme optimal de distribution des revenus (ex. : SMIC).

Il existe un ensemble d'inégalités en termes de revenus, selon le sexe, l'âge, la catégorie sociale, le degré de qualification...

L'évolution fondamentale de ces dernières années concerne l'inégalité grandissante entre les qualifiés (H, *Human labor*, le savoir) et les non-qualifiés (L, *Labor*, le travailleur) surtout en France, plus encore que la substitution capital/ travail.

## IV- La formation des revenus (II, W) dans l'analyse économique

### 1- L'analyse néoclassique

**Hypothèses** : - La concurrence pure et parfaite ;

- La fonction de production est une fonction à facteurs substituables ;
- Les prix du travail et du capital ont un rôle d'allocation du revenu ;
- Le travail est un facteur homogène (les travailleurs ont les mêmes capacités).

Comment est réparti le revenu entre le capital et le travail ?

L'employeur embauche tant que le revenu tiré de cette embauche supplémentaire (prix du bien produit \* productivité marginale du travailleur) est supérieur au coût supplémentaire de ce salarié supplémentaire (salaire versé augmenté des charges sociales).

Il y a donc embauche jusqu'à ce que la productivité marginale corresponde au salaire marginal ramené au prix du bien produit (W/P). Le raisonnement est identique pour le facteur capital.

Ainsi, si les facteurs de production sont rémunérés à leur productivité marginale, alors tout le profit est distribué (équilibre). Sous les hypothèses de la concurrence pure et parfaite, s'il y a opportunité d'un profit résiduel, alors d'autres acteurs entrent sur le marché (fluidité des marchés, absence de barrières à l'entrée ou à la sortie). L'augmentation de l'offre entraîne une baisse des prix à demande constante ; ce processus dure jusqu'à la disparition de tout espoir de profit résiduel (« superprofit »).

➔ Le marché permet donc l'allocation optimale des ressources et une distribution optimale des revenus.

Il ne faut pas affecter le mécanisme du marché, notamment par une intervention de l'Etat.

REMARQUE : aujourd'hui, le salaire minimum est supérieur au salaire d'équilibre par l'intervention de l'Etat et l'asymétrie d'informations (pas de concurrence pure et parfaite) entre employeur et employé (cf. *Théorie de l'agence*, M. JENSEN & W. MECKLING, 1976). Le contrat salarial est incomplet !

Mais certains auteurs (cf. G. A. AKERLOF, J. E. STIGLITZ) luttent pour un *salaire d'efficience* qui va influencer la productivité du salarié à la hausse, comme les primes, intéressements, participations aux bénéfices, stock-options...

## 2- L'analyse marxiste

Seul le travail est source de valeur, mais le salarié n'en perçoit qu'une partie, l'autre (*plus-value*) est accaparée par le capitaliste. Le profit est donc l'origine de l'exploitation des salariés et de l'organisation sociale qui la permet !

## 3- L'analyse keynésienne

**Hypothèse** : la fonction de production est à facteurs complémentaires ; le capital ET le travail sont indispensables à la production, c'est une ressource globale (approche différente du modèle néoclassique).

→ Les prix des facteurs n'ont pas de rôle d'allocation, ils n'ont ainsi aucun rôle dans la formation du revenu.

De plus, l'existence d'une division du travail, le travail en équipe, par projet..., toutes ces nouvelles formes de travail font qu'il est impossible de mesurer la productivité marginale du travail.

### Les déterminants :

- *Les rapports de force* entre groupes d'agents pour déterminer le partage de la valeur ajoutée (partenaires sociaux) et les rapports de force sur les marchés de capitaux (loyer de l'argent pour l'investissement) qui se répercutent sur le marché du travail car les entreprises exploitent ce rapport de force pour compenser sur les salaires ;
- *Le statut* (J. R. HICKS) : les grilles de salaires sont fonction du statut hiérarchique dans l'entreprise, une approche « entreprise » différente de l'approche néoclassique (approche « marché ») ;

- *Le rôle bénéfique des syndicats* : action pour élever les salaires, ce qui permettra d'augmenter la demande et donc l'emploi si le contexte économique rend souhaitable l'augmentation de la demande (équilibre de sous-emploi) ;
- *Les conditions de négociation* : important d'aboutir à un consensus, afin d'obtenir un partage sans risque de tensions inflationnistes.

SYNTHESE : à court-terme, la logique keynésienne est vérifiée, les facteurs sont complémentaires. A long terme, la logique néoclassique (substitution) l'emporte si le rapport de force est trop défavorable aux entreprises.

Cas de la France : l'indexation des salaires sur les prix (hausse de la part des salaires dans la valeur ajoutée) a créé du chômage (substitution) jusqu'à la désindexation décidée en 1982 par J. DELORS.

## V- Les inégalités

### 1- Les inégalités de revenu

- *Les disparités de salaire* proviennent de la différence de qualification, de l'âge, du sexe, de la taille de l'entreprise, de la localisation géographique...
- *Les disparités de compléments de salaire* (primes, intéressements, stock-options...);
- *Les disparités de bénéfices des entrepreneurs* au sein d'une même profession ou entre professions.

### 2- Les inégalités de patrimoine

En France, ces inégalités (liées à l'Histoire !...) sont plus importantes que les inégalités de revenu : 10% de la population possèdent 50% du patrimoine global !

Cette disparité provient de l'héritage mais aussi des éléments annexes au salaire dont la part est grandissante, surtout pour les catégories sociales supérieures.

On assiste ainsi à une double inégalité !

### 3- Les inégalités de niveau de vie

Elles sont liées aux inégalités de revenu et de patrimoine ! Toutefois, la baisse de la natalité (contraception) et avec elle la diminution de la taille des familles modestes leur a permis d'améliorer leur niveau de vie.



Autres inégalités : le patrimoine culturel, la formation, le risque de chômage et de maladie plus présents dans les catégories sociales inférieures.

#### ***4- Les inégalités travail qualifié/non-qualifié (H/L)***

Inégalité dominante aujourd'hui dans les pays développés et en forte évolution. Double inégalité au salaire et à l'emploi (accès, qualité...).

La mondialisation entraîne une concurrence des PED sur le travail non qualifié sur laquelle nous ne pouvons pas lutter même s'il faut relativiser car les importations en provenance des PED représentent moins de 10% du PIB de la France...

La technologie permet d'augmenter la productivité et ainsi diminuer le besoin de travail non qualifié (D. GUELLEC).

De plus, ce progrès technique entraîne un fort besoin de travailleurs qualifiés, d'où une substitution. Les travailleurs non qualifiés sont contraints d'accepter des bas salaires (« travailleurs pauvres ») ou le chômage !

REMARQUE : il ne sert à rien de diminuer le coût du travail non qualifié car ce n'est pas un problème de coût mais de besoin. Il faut au contraire investir en formation, développer le capital humain et aider les réallocations sectorielles.

Mais les logiques des pays sont différentes : depuis le début des années 80, le PIB des Etats-Unis et de la France a crû à peu près au même rythme mais l'emploi a augmenté de 25% aux Etats-Unis et de seulement 2% en France.

La raison : les Etats-Unis ont vu leur croissance tirée par la main-d'œuvre non qualifiée, ce qui a permis de diminuer le chômage, donc les inégalités face à l'emploi, mais a augmenté les disparités de revenus. L'ajustement s'est fait par les prix.

La France a vu sa croissance tirée par le capital physique et le capital humain. Cette substitution du capital humain au travail non qualifié a augmenté le chômage mais diminué les inégalités en termes de revenus. L'ajustement s'est fait par les quantités.

#### ***5- Les politiques de redistribution***

Rôle : diminuer les inégalités. Mais les inégalités sont aussi un mécanisme incitatif. Ce n'est donc pas un problème d'inégalités mais d'ampleur des inégalités.

D'ailleurs, depuis la désindexation des salaires, le rattrapage des bas-salaires s'est terminé et le salaire des cadres s'individualise pour mieux augmenter selon les performances individuelles.

Deux politiques possibles :

→ *Prélèvement d'une part du revenu* :

Pour les libéraux, cela influence les prix, surtout par le mécanisme des impôts indirects. Il n'y a plus d'allocation optimale des ressources, ce qui désincite au travail, freine la demande car le revenu disponible diminue et dégrade la compétitivité des entreprises. L'augmentation des cotisations sociales entraîne une fuite des capitaux et de la main-d'œuvre qualifiée.

Pour J. M. KEYNES, l'augmentation des impôts est au contraire une incitation au travail pour maintenir le revenu disponible et la hausse des cotisations sociales est compensée par les gains de productivité. De plus, la redistribution assure la cohésion sociale, la paix civile et renforce le capital social du pays (autant de coûts diminués).

En outre, pour les pays occidentaux, la compétitivité est plutôt une compétitivité hors-coût !

→ *Prestations sociales* :

Pour les libéraux, ces prestations diminuent le coût d'opportunité de l'activité, ce qui entraîne un maintien au chômage (volontaire...) et donc augmente la durée moyenne du chômage. Il existe un aléa moral : travailler au minimum, puisqu'en cas de licenciement, il existe un revenu de substitution.

Pour M. FRIEDMAN, il faut un revenu minimum, un impôt négatif qui doit préserver une incitation au travail.

Pour J. M. KEYNES, les prestations sociales permettent d'augmenter la consommation et donc relancer la croissance lorsque la demande anticipée est faible d'autant plus que ces prestations sont dirigées vers les plus bas revenus, les plus sensibles au chômage, dont la PMC est la plus forte !

Mais attention, ces politiques sociales (redistribution verticale) ne doivent pas se faire au détriment de l'investissement !

## **6- De l'égalité à l'équité**

L'approche « égalité » est une approche globale et indifférenciée, sous-jacente des économies en fort développement où coexistent le plein-emploi, un financement aisé, une mobilité sociale forte. Le but est de diminuer les inégalités grâce à des prestations sociales uniformes. Ceci correspond à la situation des *Pays En Développement* (PED).

L'approche « équité » est une approche différenciée dans une logique d'efficacité, situation sous-jacente des économies en faible croissance, où coexistent chômage,

financement difficile et mobilité sociale faible. Le but est de diminuer l'exclusion par des prestations différenciées dans une logique de **discrimination positive**. C'est le cas des *Pays Développés à Economie de Marché* (PDEM).

### **Conclusion**

Synthèse : il faut concilier égalité avec efficacité économique : voir J. RAWLS, *Le principe de différence* : les inégalités sont légitimes seulement dans la mesure où elles rendent aussi favorable que possible la situation de l'individu le plus défavorisé.

Peu importe si les « riches » s'enrichissent tant que parallèlement la situation des plus pauvres s'améliore simultanément.

Les inégalités sont justes (incitation à améliorer son sort) sauf si elles excluent certains individus (principe d'égalité des chances).